



Conseil régional

Le président

Paris, le 24 JAN. 2008

Réf : CR/JPH/JMT/N° 159

Madame Fadela AMARA
Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la
Ville
3, Place Fontenoy
75007 Paris SP

Madame la Secrétaire d'Etat, *chère Fadela,*

Vous venez d'exposer à Vaulx-en-Velin les principaux axes de votre plan « Espoir Banlieue » qui sera, nous annonce-t-on, développé le 8 février prochain par le Président de la République. Je veux donc croire qu'il est encore temps de proposer des initiatives pour que cet « espoir », une fois de plus, ne soit pas trahi. Pour que les habitants des quartiers populaires ne soient pas déçus. Pour que la politique au sens noble y retrouve « droit de cité ».

En tant que Président de la Région Ile-de-France je me sens évidemment une responsabilité particulière dans la résolution des problèmes que rencontrent les banlieues dans ce territoire qui connaît de graves inégalités contre lesquelles je me bats au quotidien. J'aurais espéré d'une ministre d'ouverture, militante engagée, qui a toujours trouvé auprès de l'institution régionale écoute et soutien attentifs, une démarche novatrice et une volonté, dépassant les clivages politiques traditionnels, de construire une politique intégrée en réel partenariat. Je vous l'ai d'ailleurs proposé lors d'un entretien que vous m'avez accordé le 14 décembre dernier et que j'avais trouvé constructif.

A ce stade, j'ai de nombreuses questions à vous poser et je veux vous sensibiliser à l'impératif de réussite en commun sur ce sujet.

Le premier constat que je fais est que le compte n'y est pas. Le milliard d'euros annoncé s'est transformé en 500 millions « Etat » et 500 millions « autres collectivités ». Oserais-je vous indiquer que la Région dépensera en 2008, à elle seule au profit des quartiers populaires, 940 millions d'euros (743 en 2007), soit près de 25% de son budget ! Un tiers des crédits transports en commun du Contrat de projets (CPER) sont utilisés pour le désenclavement auquel vous dites être attachée. En 2008 ceci représente près de 200

millions d'euros. J'ai souhaité demander des crédits supplémentaires pour accélérer ces projets où l'Etat peine à honorer sa signature. Votre expérience vous permet d'apprécier pleinement cette situation. Ainsi, vous ne pouvez ignorer que le projet de désenclavement des villes de Clichy sous Bois et Montfermeil grâce au débranchement du T4 coûtera à lui seul au moins 150 Millions d'euros hors matériel. Faut-il comprendre que ce projet sera, une fois de plus, quasi exclusivement à la charge de notre collectivité ?

Vous demandez aux collectivités locales d'apporter 500 millions d'euros. Cette méthode contredit le principe élémentaire de l'autonomie des collectivités territoriales et elle a laissé peu de place à la concertation. Lorsqu'on finance à parité, on décide à parité. Je veux encore croire qu'un réel partenariat sera possible. Quant aux 500 millions apportés par l'Etat, j'espère qu'il s'agit bien de moyens supplémentaires. Si en revanche, ces 500 millions proviennent d'un redéploiement budgétaire ou de crédits déjà fléchés, par exemple dans le cadre du Contrat de projets ou des fonds structurels européens (FEDER/FSE), je ne pourrais que le dénoncer. Nous avons besoin d'être rassurés sur la sincérité de vos annonces budgétaires. Nous avons également besoin de savoir quand ces sommes seront disponibles. Ces crédits sont-ils reconductibles ? Ou s'agit-il d'une mesure ponctuelle sans engagement pluriannuel ?

Concernant l'efficacité recherchée dans la mise en œuvre de votre plan, je ne comprends pas l'insistance que vous mettez à vouloir renforcer le couple préfet / maire. A l'heure, où au plus haut niveau de l'Etat, on défend le renouvellement des politiques de coopération intercommunale, est-il judicieux de cibler la mise en œuvre de votre plan sur les communes seules. Est-ce le bon niveau d'action ? Je n'en suis pas sûr. Pour désenclaver un quartier, il faut des moyens qu'une commune n'a pas. Lorsqu'on construit par exemple un tramway ou un tram-train, il est nécessaire de traverser plusieurs communes. Vous savez bien d'ailleurs que c'est souvent un certain « égoïsme » communal qui freine la réalisation de projets d'intérêt général. Je vous demande de réfléchir à ce risque.

De la même manière, est-il raisonnable de se fixer comme objectif de diviser le nombre des chômeurs par deux ou trois, sauf à penser en termes de bassins d'emplois et de bassins de vie ? L'échelle communale, surtout en région Ile-de-France, n'est pas le niveau le plus pertinent pour penser la mobilité professionnelle, sociale et culturelle. A moins de considérer qu'un demandeur d'emploi ne peut être embauché que dans son quartier. Le risque serait grand de renforcer « l'assignation à résidence » de populations qui n'ont d'autres aspirations que de vivre la ville comme l'ensemble des franciliens.

Je n'oublie pas surtout qu'en matière d'emplois, le gouvernement Raffarin auquel a appartenu le Président de la République a supprimé les emplois-jeunes, des emplois utiles pour l'insertion. En revanche, la Région a décidé dès 2004 de les remplacer par des emplois-tremplins, notamment pour soutenir le milieu associatif : en 2008 nous consacrerons plus de 18 millions d'euros à ces mesures dans les seuls territoires de la politique de la ville. Comme je vous l'ai indiqué, la Région est prête à étudier la faisabilité d'un couplage de ces emplois-tremplins avec les dispositifs que vous pourriez déployer. Nous pourrions ainsi mettre en commun nos crédits pour le bénéfice principal des habitants des quartiers. Cette proposition semblait avoir retenu votre attention, un réel partenariat vous paraissait enthousiasmant. Je renouvelle mon offre de collaboration.

Je le redis, l'intervention régionale a souvent été rendue nécessaire par le retrait de l'Etat. Si l'Etat revient, la Région est prête à coordonner son action et ses moyens avec les vôtres.

J'ai envie que vous annonciez que le désengagement de l'Etat, humain et financier, c'est désormais de l'histoire ancienne.

Je veux croire que le retour du Président de la République en banlieue est le signe annonciateur du retour de tous les services publics dans les quartiers. Je veux croire qu'il va affecter dans les commissariats dont la Région Ile-de-France finance la construction et la rénovation, le nombre de policiers promis. Que la police de proximité que le gouvernement vient de décider de réhabiliter sans le dire après l'avoir supprimée sera généralisée dans tous les départements de l'Ile-de-France et pas seulement à titre expérimental dans un seul.

Je veux croire que l'engagement pris par le Ministre du développement durable, Jean-Louis BORLOO, de financer le désenclavement des quartiers populaires concernera également l'Ile-de-France. Notre territoire était dramatiquement absent des annonces du Grenelle de l'environnement en novembre dernier. Aurez-vous l'audace et le sens des responsabilités pour financer les projets de transports publics décidés par le STIF comme par exemple Arc Express ou la désaturation de la ligne 13 par le prolongement de la ligne 14 à Saint Ouen ? Je veux croire aussi que la Ministre de la ville, Christine Boutin, prolongera le programme national de rénovation urbaine en dotant l'ANRU des moyens nécessaires au financement de la totalité des projets déjà identifiés en Ile-de-France pour lesquels la Région a engagé plus d'un milliard d'euros.

Je veux également croire que la priorité accordée à l'enseignement des langues comme le chinois permettra d'enrayer l'hémorragie en postes d'enseignants. Je suis heureux que l'Etat revienne financer les écoles de la deuxième chance - après les avoir abandonnées - alors que la Région y consacre 5 millions d'euros par an et en est le principal financeur avec le Fond Social Européen. Mais je serai plus heureux encore que l'Etat s'intéresse de nouveau à l'école de la première chance, c'est-à-dire, à l'école de la République. Comment parler de politique de civilisation quand le ministre de l'Education nationale n'a de cesse de supprimer les postes mis au concours, y compris dans l'Académie de Créteil. Les « coachs » peuvent certes apporter un plus dans un parcours professionnel, mais les professeurs aussi, les professeurs surtout. Dans ces quartiers, nous n'avons pas besoin d'un service minimum à l'école mais d'un service maximum !

Dans le domaine des politiques de la ville, on a beaucoup expérimenté sans réellement prendre le temps d'évaluer les réussites et les échecs des plans précédents. Je crois qu'il est sage d'amplifier les bonnes pratiques et qu'il serait judicieux pour l'Etat de s'appuyer sur des dispositifs existants qui ont fait la preuve de leur efficacité en Ile-de-France ou ailleurs. Vous pourriez gagner du temps. Les projets collaboratifs que nous pourrions mettre en place ensemble et avec les associations que, nous, nous n'avons jamais abandonnées, vous le savez bien, ne manquent pas. Je pense ainsi notamment à nos programmes de soutien à la parentalité, à l'accompagnement à la création d'entreprises, à l'animation sociale et culturelle des quartiers et bien sûr aux actions de lutte contre toutes les formes de discrimination.

Les élus locaux et régionaux confrontés au quotidien aux difficultés des habitants des banlieues et attelés à la réduction des inégalités sociales et territoriales ont démontré, lors des crises ou des accès de violence, qu'ils étaient des acteurs responsables et ouverts. Ils

Les élus locaux et régionaux confrontés au quotidien aux difficultés des habitants des banlieues et attelés à la réduction des inégalités sociales et territoriales ont démontré, lors des crises ou des accès de violence, qu'ils étaient des acteurs responsables et ouverts. Ils sont animés d'une volonté d'œuvrer dans la continuité. La plupart des élus locaux exercent au moins 2 mandats de 6 ans. Ils ont une légitimité auprès des habitants de ces quartiers qui souffrent et qui luttent. Ils ont envie de vous dire : engagez-vous, financez-nous, réinvestissez-vous. Montrez que vous répondez désormais présente pour armer les associations, les communes, les départements et les régions pour inscrire votre action de ministre de la Ville dans la durée et le partenariat. Ce partenariat est à portée de main, si le Président de la République et le gouvernement le veulent.

Je vous prie de croire, Madame la Secrétaire d'Etat, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Je crois qu'il y a une opportunité, un chemin, le plan ne peut pas réussir sans un grand effort de l'Etat - un vrai - et sans une coopération de la Région. Plus ça part, plus ça va.
Je te souhaite de convaincre. Nos arguments sont forts, notre effort déjà considérable.

Jean-Paul HUCHON

Bien à toi -

